



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue du Général de Gaulle  
CS 90254  
43000 Le Puy-en-Velay Cedex

St Etienne, le 28/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AEP GROUP**

ZA Les Pins  
43620 Saint-Pal-de-Mons

Références : UiD4243-EAR-024-206  
Code AIOT : 0005601418

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement AEP GROUP implanté ZA Les Pins BP 13 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AEP GROUP
- ZA Les Pins BP 13 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005601418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AEP GROUP, créée en 1996 à Saint-Pal-de-Mons, est spécialisée dans la fabrication d'emballages en matières plastiques, par extrusion gonflage, impression et découpe sacherie. Elle exploite actuellement 4 sites sur le territoire de la commune : les sites A et C sur la ZA Les Pins, le site B sur la ZI Campine et le site D sur la ZI Lachaud.

Les sites inspectés, objets du présent rapport, sont les sites A et C.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 1-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Recensement produits dangereux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.1, 2.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'implantations	Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 2-2	Sans objet
3	Rétention	Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 2-3	Sans objet
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 3	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le volume journalier de polymère mis en œuvre a évolué par rapport au volume autorisé par l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2019. L'exploitant doit indiquer à l'inspection le volume réellement mis en œuvre.

A la demande de l'exploitant, les services de secours et d'incendie ont réalisé une visite de l'exploitation suite à laquelle l'exploitant procède à une actualisation des plans des locaux pour que les zones de danger soient matérialisées.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus. Néanmoins, cet état englobe tous les sites. L'exploitant doit trouver une solution permettant de connaître la nature et la quantité des produits détenus sur chaque site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 1-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 2661-1-b : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : supérieure ou égale à 10t/j mais inférieure à 70t/j → volume autorisé : 25t/j (E).

<p>Rubrique 2662-2 : Stockage de polymères : supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 40000 m<sup>3</sup> → volume autorisé : 2200 m<sup>3</sup> (E).</p> <p>Rubrique 2663-2-c : Stockage de produits contenant au moins 50 % de polymères autres qu'à l'état alvéolaire : supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 40000 m<sup>3</sup> → volume autorisé : 1600 m<sup>3</sup> (D).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'entretien, l'exploitant a indiqué que le volume de polymère mis en œuvre avait évolué (rubrique 2661-1-b). Il n'a cependant pas pu préciser dans quelle proportion.</p> <p>Pour les autres rubriques, aucun changement n'a été signalé. Néanmoins, les volumes de stockage de la rubrique 2663-2-c sont amenés à être revu à la baisse lorsque le projet de construction d'un bâtiment de stockage sur un nouveau site sera effectif.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection une note indiquant le volume journalier de polymères mis en œuvre concernant la rubrique 2661-1-b (moyenne journalière et maximal journalier susceptible d'être mis en œuvre), et susceptible d'être mis en œuvre si le gain de place consécutif à la baisse du volume de stockage évoquée dans les constats est utilisé pour installer de nouvelles machines de production.</p> <p>Cette note devra être accompagnée de tout élément permettant à l'inspection d'apprécier la substantialité ou non de la modification en décrivant notamment l'évolution des nuisances liées aux activités (article R.181-47 du Code de l'environnement).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Règles d'implantations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 2-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux abritant l'installation de stockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 15 mn si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;</li> <li>- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1h ;</li> <li>- les murs extérieurs sont en bardage double peau isolés, excepté côté ouest du bâtiment, où un mur coupe-feu 2 heures en moellons est aménagé dépassant d'un mètre en toiture ;</li> </ul> <p>(...)</p> <p>Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des installations relevant des rubriques 2661 et 2662, et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les bâtiments ou locaux si ceux-ci sont</li> </ul>

<p>distincts ;</p> <p>- soit par un mur coupe-feu de degré 2heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètres latéralement dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heures et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</p> <p>Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à une nouvelle déclaration (...)</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (...) Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle (...) Les commandes d'ouvertures manuelles sont placées à proximité des accès (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ossature et la charpente de toiture sont réalisées en acier.</p> <p>Le bâtiment ne comporte ni plancher haut, ni mezzanine.</p> <p>Le mur côté ouest du bâtiment est un mur coupe-feu 2 h.</p> <p>Pour les autres murs extérieurs, l'exploitant a présenté la facture relative à l'installation du bardage double-peau isolé.</p> <p>Les locaux de stockages sont situés à plus de 10 mètres du bâtiment de production.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute d'exutoires de fumées. Les commandes des ouvertures sont placées à proximité des accès.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 2-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution de l'eau ou des sols</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.</p> <p>D'autre part, des mesures sont prises afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau, en cas d'écoulement de matières dangereuses du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction d'incendie. Pour cela l'exploitant mettra en œuvre les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fermeture de la vanne de coupure du réseau d'évacuation des eaux pluviales ;</li> <li>- mise en place de barrières de rétention active de type barrière amovibles ou barrières à eau.</li> </ul> <p>Ces dispositifs sont activables manuellement conformément à une procédure spécifique établie sans délai et connue des personnes responsables nommément désignées par l'exploitant et affichée dans les bureaux et le local d'entretien du bâtiment (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le sol du bâtiment de stockage fait office de rétention. Pour assurer la rétention de liquide répandu ou d'eau d'extinction d'incendie, des barrières de rétention amovibles sont prévues. Elles sont situées à proximité des issues et la procédure de mise en œuvre est affichée à côté.</p> <p>Lors du dépotage, des tapis sont présents afin d'isoler le réseau d'eaux pluviales. Une commande</p>

manuelle est également présente et permet d'actionner une vanne guillotine.

Le site est également équipé d'un séparateur d'hydrocarbures, ainsi que de grilles au niveau des évacuations d'eau permettant de retenir les granulés de plastique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/09/2019, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de vidéosurveillance visionné en permanence avec alarme exploitable dans les délais compatibles avec la cinétique d'un incendie.

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les RIA sont répartis dans le local abritant l'installation, en fonction de ses dimensions, et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. (...)

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours et d'incendie.

**Constats :**

Par échantillonnage, il a été constaté la présence d'extincteurs et de RIA répartis sur l'ensemble des locaux. Ils étaient visibles et accessibles.

La dernière visite périodique concernant les extincteurs a été réalisée le 18 octobre 2023 et ne comporte aucune observation.

La dernière visite périodique concernant les RIA a été réalisée le 19 octobre 2023 et ne comporte aucune observation.

L'exploitant indique qu'il y a en permanence une présence humaine sur le site. En cas de départ d'incendie, l'alerte aux services d'incendie et de secours pourra être donnée.

L'exploitant a été en mesure de présenter les plans des locaux. A la demande de l'exploitant, les services de secours et d'incendie sont venus réaliser une visite. Ils ont demandé à ce que les plans indiquent les emplacements des zones à risque. Ces plans sont en phase de réactualisation.

Des mégaphones sont mis à disposition des salariés afin de pouvoir donner l'alerte en interne.

<p>Le site est équipé d'un système de vidéosurveillance consultable à tout moment par l'exploitant, notamment via son smartphone. Ce système enregistre en permanence. Les archives peuvent être consultées.</p> <p>L'installation ne comporte pas de système d'extinction type sprinklage.</p> <p>Le personnel est formé à la mise en œuvre des moyens de secours et d'incendie. L'exploitant a été en mesure de présenter la feuille d'émargement de la dernière formation qui a eu lieu en décembre 2023</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Recensements produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.1, 2.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.3.1 : (...) l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité (...).</p> <p>Article 2.3.2 : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a été en mesure de montrer les FDS des produits dangereux présents sur site. Il dispose d'un ERP permettant d'afficher la liste des produits détenus, selon leur nature, et mis à jour à chaque mouvement (sortie de palette de l'inventaire, niveau automatique de remplissage des silos).</p> <p>En revanche, cette liste est une liste globale et commune à tous les sites.</p> <p>Le plan général des stockages est en cours de réactualisation (voir point n°4).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les plans actualisés. Il devra également, sous ce même délai, justifier des dispositions mises en œuvre pour être en capacité de connaître la nature et la quantité des produits détenus sur chaque site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possibles protégées des eaux météoriques.

**Constats :**

Les déchets sont stockés dans des bennes à l'extérieur. Au regard de la nature des déchets, le risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement sont réduits (films plastiques non souillés, palettes en bois non souillées). Les alentours des bennes sont propres. Les regards d'eaux pluviales sont équipés de filets de rétention pour prévenir l'entraînement de granulés plastiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite